



Assemblée générale

Distr. générale
16 avril 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Forum sur les entreprises et les droits de l'homme

Deuxième session

2-4 décembre 2013

Résumé des débats tenus au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme établi par le Président, Makarim Wibisono

Résumé

On trouvera dans le présent document un résumé des débats tenus au deuxième Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme, qui a eu lieu du 2 au 4 décembre 2013. Il donne un bref aperçu des travaux du Forum et devrait être considéré comme un résumé analytique, auquel s'ajoutent les notes de synthèse de la session, les déclarations et communications écrites reçues, et les enregistrements électroniques de la session, qui sont disponibles sur le site Web du Forum.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–5	3
II. Participation.....	6–12	3
III. Descriptif du programme	13–14	4
IV. Réunions parallèles	15–21	5
A. Consultation sur le fonds mondial.....	15–16	5
B. Formation aux Principes directeurs	17	5
C. Réunions parallèles régionales	18	5
D. Séances de groupes spécifiques de la journée préparatoire au Forum.....	19	6
E. Autres réunions parallèles	20–21	6
V. Résumé des séances officielles	22–123	6
A. Cérémonie d'ouverture	23–27	7
B. Vers une application à l'échelle mondiale des Principes directeurs: renforcement de la participation de l'ensemble des régions	28–32	8
C. Défendre les droits de l'homme dans le cadre d'activités menées par les entreprises dans des environnements complexes – difficultés rencontrées par les défenseurs des droits de l'homme et rôle des États et des entreprises	33–37	9
D. Série 1 des séances du 3 décembre (réunions-débats simultanées): Accès à des recours	38–47	10
E. Série 2 des séances du 3 décembre (réunions-débats simultanées): Problèmes cruciaux actuels	48–56	12
F. Série 1 des séances parallèles du 4 décembre.....	57–73	14
G. Série 2 des séances parallèles du 4 décembre.....	74–87	16
H. Série 3 des séances parallèles du 4 décembre.....	88–102	19
I. Série 4 des séances parallèles du 4 décembre.....	103–118	21
J. Séance plénière de clôture: Priorités et questions essentielles pour 2014	119–123	25

I. Introduction

1. Par sa résolution 17/4, le Conseil des droits de l'homme a décidé de créer un forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme placé sous la conduite du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises (le Groupe de travail). Le Forum est chargé: a) d'examiner les tendances et les obstacles observés dans l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (A/HRC/17/31); b) de promouvoir le dialogue et la coopération sur les questions relatives aux entreprises et aux droits de l'homme, notamment les défis liés à des secteurs particuliers, à l'environnement opérationnel ou à des droits ou groupes spécifiques; enfin, de mettre en relief les bonnes pratiques.

2. Le deuxième Forum annuel s'est tenu à Genève du 2 au 4 décembre 2013.

3. Conformément à la résolution 17/4, le Président du Forum, Makarim Wibisono, a été nommé par la Présidente du Conseil des droits de l'homme; il siège à titre personnel et est chargé d'établir un résumé des débats tenus au Forum, qui doit être mis à la disposition du Groupe de travail et des participants au Forum.

4. Le Forum a été préparé sous la conduite du Groupe de travail, qui a conçu une stratégie visant à tirer le meilleur parti possible du potentiel qu'a le Forum de constituer un espace de rencontre annuel de première importance, qui permette aux parties concernées de toutes les régions d'entretenir un dialogue sur la question des entreprises et des droits de l'homme, et de renforcer la mobilisation en vue de l'application efficace et globale des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (les Principes directeurs). Dans le cadre des préparatifs du Forum, le Groupe de travail a demandé des contributions des parties prenantes sur de possibles sujets et sur des questions essentielles. Plus de 70 contributions ont été reçues¹.

5. La portée et l'importance qu'a eues l'événement sont dues dans une large mesure à la généreuse contribution reçue du Gouvernement norvégien et à l'apport substantiel dans le domaine de l'organisation d'un grand nombre de participants concernés venant de tous les groupes de parties prenantes.

II. Participation

6. Le caractère multipartite du Forum, qui en fait la spécificité, découle de la résolution 17/4 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle il est indiqué que le Forum est ouvert aux parties prenantes concernées, secteurs et disciplines concernés, notamment les États, les mécanismes et entités des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, les organisations et mécanismes régionaux, les institutions nationales des droits de l'homme, les entreprises, les associations d'entreprises, les syndicats, les universitaires et les experts, les représentants des peuples autochtones et des organisations non gouvernementales, et les parties prenantes affectées.

7. Avec plus de 1 489 individus s'étant inscrits à l'avance, le Forum était à ce jour le plus grand rassemblement mondial jamais organisé pour examiner les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la lutte contre les incidences des activités des entreprises sur les droits de l'homme et pour se pencher sur l'application des Principes directeurs.

¹ Voir <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Forum/Pages/2013ForumonBusinessandHumanRights.aspx>.

8. Selon les estimations, plus de 1 500 personnes venant de plus de 110 pays y ont pris part au Forum. Près de 14 % des participants inscrits faisaient partie de délégations d'États, 11 % venant d'entreprises et d'associations d'entreprises, 36 % de la société civile, 10 % du monde universitaire, 4 % des institutions nationales des droits de l'homme, 6 % des cabinets d'avocats, de services de conseil et de consultants travaillant avec les entreprises, 5 % du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales, et 1 % des réseaux syndicaux. Il y a eu une représentation égale des femmes et des hommes.

9. En plus du financement fourni par le Gouvernement norvégien, des ressources financière ont été accordées par le Gouvernement suisse pour permettre la venue de participants de pays et de groupes de parties prenantes sous-représentés au Forum annuel. Friedrich Ebert Stiftung Genève a apporté son concours au Groupe de travail et au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour l'organisation du voyage d'un certain nombre de participants de pays et de groupes de parties prenantes sous-représentés, qui ont ainsi bénéficié d'une aide pour leur voyage.

10. Tous les groupes régionaux des Nations Unies² étaient représentés au Forum: 16 % des personnes inscrites venaient d'Afrique, 12 % d'Asie, 4 % d'Europe orientale et 12 % d'Amérique latine et des Caraïbes. Le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États – qui comprend aussi l'Australie, le Canada, Israël, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis – était représenté par 56 % des personnes inscrites.

11. Sur les 1 489 participants inscrits à l'avance, 112 étaient des représentants d'entreprises (outre les 50 participants ayant indiqué venir d'une association d'entreprises/d'industries). Plusieurs secteurs étaient représentés, près d'un tiers de participants venant de sociétés ayant indiqué appartenir au secteur des industries extractives.

12. Un message récurrent durant les débats du Forum a été que la participation du monde de l'entreprise devait s'accroître.

III. Descriptif du programme

13. L'objectif général du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme, tel que défini par le Conseil des droits de l'homme, est de renforcer la diffusion et l'application des Principes directeurs et de promouvoir un dialogue et une coopération multipartites sur les entreprises et les droits de l'homme. Le programme était centré sur la mise en évidence des défis à relever et des possibilités à exploiter par des groupes et secteurs particuliers ainsi que sur l'identification des principales questions se posant dans des domaines stratégiques.

14. Le Forum a tenu 20 réunions-débats officielles et 25 réunions parallèles en trois journées³. La journée préparatoire au Forum du 2 décembre s'est déroulé comme suit: a) des sessions de formation aux Principes directeurs; b) des réunions parallèles avec des exposés sur des outils et initiatives novateurs, et sur des exemples nationaux de la pratique et des difficultés en matière de mise en œuvre; c) des séances parallèles organisées par le Groupe de travail et étant axées sur les tendances et les obstacles observés au niveau régional dans l'application des Principes directeurs; enfin, d) des séances de groupes spécifiques pour faciliter l'échange de pratiques et de points de vue sur les défis à relever. La plénière officielle et les réunions-débats parallèles se sont tenues les 3 et 4 décembre.

² Voir <http://www.un.org/depts/DGACM/RegionalGroups.shtml>.

³ Pour les détails du programme et de la note de synthèse, voir <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/ForumSession2/A-HRC-FBHR-2013-CRP-1.pdf>. Pour les enregistrements vidéo des séances, les règles de procédure, les contributions des parties prenantes, les déclarations et exposés écrits des intervenants, voir <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Forum/Pages/2013ForumonBusinessandHumanRights.aspx>.

IV. Réunions parallèles

A. Consultation sur le fonds mondial

15. Le Secrétaire général des Nations Unies a identifié le déficit de capacités parmi l'ensemble des acteurs concernés comme étant un des obstacles majeurs au progrès dans le débat concernant les entreprises et les droits de l'homme, et dans l'application des Principes directeurs⁴. Par la suite, le Conseil des droits de l'homme a prié le Secrétaire général d'entreprendre une étude de faisabilité portant sur la constitution d'un fonds mondial destiné à combler ce déficit. Cette étude devait examiner la question de savoir comment susciter une participation multipartite, concevoir des modèles de gouvernance et trouver des solutions de financement. Les parties prenantes devaient être associées dans le cadre d'un processus consultatif par le biais de mécanismes en place tels que le Forum sur les entreprises et les droits de l'homme⁵.

16. À cette fin, une consultation organisée par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a eu lieu durant le Forum. Parmi les sujets débattus à la séance, on peut citer les suivants: a) comment identifier, mettre en œuvre et évaluer de façon efficace d'éventuels projets à appuyer; b) comment assurer la participation de détenteurs de droits et de représentants des communautés locales à la prise des décisions; c) les divers rôles que les organismes et programmes des Nations Unies pourraient jouer dans une telle initiative; enfin, d) les possibilités de disposer d'un large éventail de contributeurs au fonds, notamment des États, des entreprises, des fondations et d'autres acteurs.

B. Formation aux Principes directeurs

17. Un des objectifs du Forum 2013 était d'offrir une occasion de renforcement des capacités. À cette fin, durant la journée préparatoire au Forum, des réunions parallèles ont été organisées sur «Plate-forme pour les outils et l'innovation au service du renforcement des capacités» et «Présentation d'un choix d'exemples nationaux, de travaux de recherche et de bonnes pratiques», réunions qui ont permis aux participants de partager des informations sur leurs initiatives propres et de prendre part à de courtes séances de formation aux Principes directeurs en anglais, français et espagnol⁶. Avant la tenue du Forum, le secrétariat avait fourni une liste non exhaustive et évolutive des différents outils et documents d'orientation relatifs à la question des entreprises et des droits de l'homme⁷. La note officielle du secrétariat comprenait une version abrégée des «Questions et réponses» portant sur les Principes directeurs⁸.

C. Réunions parallèles régionales

18. Avec l'appui des Gouvernements argentin, ghanéen, indien, norvégien et de la Fédération de Russie, le Groupe de travail a organisé une réunion parallèle durant la journée préparatoire au Forum le 2 décembre sous la forme de débats ouverts sur chacune des régions correspondant aux groupes régionaux des Nations Unies (Afrique, Asie, Europe orientale, Amérique latine et Caraïbes, États d'Europe occidentale et autres États).

⁴ A/HRC/21/21.

⁵ Résolution 21/5 du Conseil des droits de l'homme.

⁶ Voir <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Forum/Pages/2013FBHRParticipation.aspx>.

⁷ Voir <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/ForumSession2/ListOfReferences.pdf>.

⁸ Voir A/HRC/FBHR/2013/2, disponible à l'adresse: <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Forum/Pages/2013FBHRDocumentation.aspx>.

Ces débats ont été l'occasion pour les parties prenantes de s'informer sur les tendances majeures qui se dessinaient dans la région et d'examiner avec le Groupe de travail les expériences relatives aux défis à relever, aux possibilités à exploiter, aux enseignements à tirer, s'agissant de l'application des Principes directeurs.

D. Séances de groupes spécifiques de la journée préparatoire au Forum

19. Dans le souci d'offrir des plates-formes pour des échanges entre pairs à des groupes de parties prenantes, des réunions parallèles de groupes spécifiques ont été organisés durant la journée préparatoire au Forum. Ces réunions ont permis aux divers groupes spécifiques de s'auto-organiser et de débattre dans le but de permettre aux participants de partager leurs points de vue et les enseignements qu'ils avaient tirés de l'application des Principes directeurs. Cinq séances ont été tenues simultanément par les groupes suivants: États, entreprises, organisations de la société civile, institutions nationales des droits de l'homme et peuples autochtones. Un compte rendu des principaux points abordés au cours des débats de chacune de ces séances a été fait à l'ouverture officielle de la plénière du Forum (voir sect. V. A ci-dessous).

E. Autres réunions parallèles

20. Afin de favoriser un partage multipartite des données d'expérience, des bonnes pratiques, des résultats des travaux de recherche, des outils et de l'innovation, et de donner l'occasion aux participants de tenir certains de leurs propres débats thématiques, un processus ouvert de soumission de propositions de réunions parallèles a été mis en place. Les décisions prises quant à la tenue de ces réunions parallèles l'ont été sur la base de la disponibilité d'un lieu, de la pertinence du sujet proposé au regard du mandat du Forum, du point de savoir si le sujet proposé pour la réunion parallèle empiétait ou non sur l'objet d'une réunion-débat de la session officielle, et en tenant compte de la nécessité d'observer un équilibre et une représentation mondiale s'agissant des parties prenantes. Une soixantaine de propositions pour des réunions parallèles et des exposés ont été reçues, en sus des quelque 70 propositions soumises au Groupe de travail sur les entreprises et les droits de l'homme.

21. En raison du nombre et de la diversité des propositions reçues, plusieurs réunions parallèles ont été regroupées et la collaboration a été encouragée chaque fois que possible⁹.

V. Résumé des séances officielles

22. Les parties du rapport qui suivent contiennent un bref résumé des débats qui se sont déroulés durant les séances plénières officielles et les séances simultanées. Ces résumés ne prétendent pas refléter intégralement les débats qui se sont déroulés et ne tiennent pas compte des débats qui ont eu lieu pendant la journée préparatoire au Forum, ou durant les réunions parallèles; ces résumés ne sauraient donner que les grandes lignes de certaines des principales interventions faites et questions abordées. Il est conseillé aux lecteurs de consulter les vidéoclips des réunions-débats du Forum officiel pour prendre connaissance de l'intégralité du dossier des travaux.

⁹ Se référer au programme des réunions parallèles à l'adresse: <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Forum/Pages/2013FBHREvents.aspx>.

A. Cérémonie d'ouverture

23. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Président du Forum, M. Wibisono. Des allocutions de bienvenue ont été prononcées par le Président du Conseil des droits de l'homme, Remigiusz A. Henczel, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, et la Présidente du Groupe de travail, Alexandra Guáqueta.

24. Durant la première partie de la séance, tous les orateurs ont souligné l'importance des Principes directeurs, et ont mis l'accent sur le fait que leur adoption par le Conseil des droits de l'homme en 2011 avait constitué un jalon important pour les droits de l'homme partout dans le monde. Ils ont aussi mis en relief le fait que l'application des Principes directeurs ne pourrait se faire sans l'association de toutes les parties prenantes, et que, pour être couronnée de succès, l'application devait être globale, non parcellaire et concerner l'ensemble des trois piliers.

25. Les orateurs ont réitéré l'importance du Forum, en mettant en exergue le rôle qu'il jouait dans le renforcement d'un véritable dialogue multipartite, et, au vu des taux de participation élevés, ont mis l'accent sur la haute priorité que les questions relatives aux entreprises et aux droits de l'homme avaient revêtu à l'échelle mondiale. Après avoir appliqué les Principes directeurs, de nombreuses entreprises étaient en train de prendre des mesures importantes pour s'attaquer aux incidences de leurs activités sur des groupes spécifiques, notamment les peuples autochtones et les enfants, et avaient commencé à examiner avec plus de soin la nécessité d'agir avec une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et de réparer les atteintes à ces droits. De nombreux États étaient aussi en train de concevoir des plans d'action, mais beaucoup restait à faire.

26. La Présidente du Groupe de travail a mis en lumière les principes clés qui avaient inspiré les travaux de celui-ci lors de la préparation du Forum, notamment: a) l'accent sur les trois piliers des Principes directeurs; b) l'attachement constant au dialogue multipartite et à un pragmatisme fondé sur des principes; c) le plaidoyer sur la nécessité de compléter le pouvoir dissuasif des décisions judiciaires par des mesures commerciales d'incitation et de dissuasion, dans un souci de renforcer au maximum la prévention; d) le besoin d'une action conjuguée avec les parties prenantes au niveau régional, ainsi qu'illustrée par le premier forum régional sur les entreprises et les droits de l'homme, tenu du 28 au 30 août 2013 en Colombie, pour l'Amérique latine et des Caraïbes; e) la nécessité d'une application pratique des Principes directeurs tenant compte des diverses situations locales, régionales et sectorielles; f) celle de s'attaquer à l'impunité; g) celle d'accorder une attention particulière aux personnes vivant dans des situations de vulnérabilité, traduite au Forum par des séances axées en particulier sur les incidences des activités des entreprises sur les peuples autochtones, les enfants et les travailleurs migrants; enfin, h) la reconnaissance du fait que les défis que posait la question des entreprises et des droits de l'homme ne pourraient pas être relevés par un groupe de parties prenantes seul.

27. Durant la deuxième partie de la séance, des orateurs désignés lors des séances des groupes spécifiques tenues la veille pendant la journée préparatoire au Forum ont rendu compte des travaux de leurs réunions respectives. Le représentant des États a souligné que la principale difficulté rencontrée dans l'élaboration de plans d'action nationaux pour la mise en œuvre des Principes directeurs résidait dans la nécessité de mettre au point un ensemble complet de propositions pouvant satisfaire à la fois tout le secteur public et les entreprises. Le représentant des institutions nationales des droits de l'homme a mis l'accent sur l'importance des approches multipartites. L'orateur intervenu au nom des entreprises a indiqué que des progrès avaient été accomplis dans la mise en œuvre, mais que d'importants défis restaient à relever: a) la mise en œuvre prendrait du temps; b) la complexité des relations commerciales; c) la communication à des observateurs extérieurs concernant le développement; enfin, d) ce que devraient faire les entreprises

lorsque les pouvoirs publics manquaient à leurs obligations de respect des droits de l'homme. Le représentant de la séance des peuples autochtones a souligné l'importance d'un consentement libre, préalable et éclairé pour garantir les droits des peuples autochtones. Enfin, le représentant de la société civile a cité l'impunité persistante dont bénéficiaient les auteurs de violations des droits de l'homme, l'absence de mécanismes de réparation et de protection des défenseurs des droits de l'homme comme constituant les obstacles majeurs à l'application des Principes directeurs.

B. Vers une application à l'échelle mondiale des Principes directeurs: renforcement de la participation de l'ensemble des régions

28. La séance a été présidée par le Président du Forum, M. Wibisono. Les intervenants à la réunion-débat étaient Philippe Boillat du Conseil de l'Europe, Med Kagwa de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Rafendi Djamin de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), et María Claudia Pulido de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

29. Cette séance avait pour objet la mise en évidence des lacunes dans l'assimilation effective au niveau mondial des Principes directeurs, des possibilités à exploiter pour renforcer leur diffusion au niveau des régions, des rôles que jouaient les organisations régionales et des mesures qui devaient être prises par les États, les organisations et mécanismes régionaux, les entreprises et d'autres parties prenantes.

30. Alexandra Guáqueta, la Présidente du Groupe de travail, a rendu compte des résultats des réunions parallèles de la journée préparatoire au Forum axées sur les régions. Elle a souligné le rôle que les institutions régionales devaient jouer. Les banques et les sociétés financières pourraient harmoniser leurs politiques de protection, les organisations politiques pourraient demander que les États adoptent des plans nationaux de mise en œuvre, et au niveau régional, les tribunaux et les commissions s'occupant des droits de l'homme pourraient mettre leurs sanctions en conformité avec ce qui est prévu pour les entreprises dans les Principes directeurs en matière de réparation. Elle a ajouté que les institutions régionales pourraient user des Principes directeurs comme base de dialogue, ce qui contribuerait à la prévention d'une polarisation et de conflits accrus dans certaines situations locales.

31. Le participant intervenu au nom du Conseil de l'Europe a rendu compte au Forum du travail en cours pour élaborer, en collaboration avec le secteur privé et la société civile, une déclaration à l'appui des Principes directeurs et un instrument non contraignant pour combler les lacunes existantes. Le participant intervenu au nom de la Commission africaine a fait savoir que celle-ci avait mis sur pied un Groupe de travail sur les droits de l'homme et les industries extractives et avait commencé à recenser les violations commises dans ledit secteur. Le représentant de l'ASEAN a souligné le fait que la mise en œuvre restait un défi à relever, ajoutant qu'une meilleure compréhension des questions en jeu s'imposait, y compris les difficultés que rencontraient les petites et moyennes entreprises. Le participant intervenu au nom de la Commission interaméricaine des droits de l'homme a parlé de la manière dont la jurisprudence de la Cour interaméricaine avait favorisé l'application des Principes directeurs; il a aussi parlé des défis et problèmes qui subsistaient.

32. Les participants ont évoqué les plans d'action nationaux de la France et du Royaume-Uni ainsi que le processus de l'Union européenne (UE) tendant à promouvoir ces plans. Ils ont cité aussi les guides de l'UE pour trois secteurs industriels et les petites et moyennes entreprises. Parmi les sujets mentionnés figuraient la primauté du devoir de

protection incombant à l'État, les défis à relever dans le secteur informel, l'extraterritorialité, les incidences sur les peuples autochtones, la mise en cause pénale des défenseurs des droits de l'homme et les difficultés liées à l'intégration des droits de l'homme dans les accords de libre-échange.

C. Défendre les droits de l'homme dans le cadre d'activités menées par les entreprises dans des environnements complexes – difficultés rencontrées par les défenseurs des droits de l'homme et rôle des États et des entreprises

33. Le modérateur de la réunion-débat était le membre du Groupe de travail Michael K. Addo. Les intervenants étaient Paul Arkwright du Gouvernement du Royaume-Uni, Philip Jordan de la compagnie Total, Margaret Sekaggya, Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, et Marietta Paragas de la Fondation Shontoug.

34. L'objet de cette séance était de recenser les difficultés rencontrées par les défenseurs des droits de l'homme qui s'occupaient des incidences négatives des activités des entreprises et de débattre de la manière dont les Principes directeurs clarifiaient les responsabilités incombant aux États, les choix de politiques qui s'offraient à eux, les mesures à prendre par les entreprises avec une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme, tout en donnant des indications sur les mesures à prendre.

35. Une introduction d'orientation a été faite par le prix Nobel Joseph Stiglitz. Dans ses observations, celui-ci a mis l'accent sur le fait que les arguments en faveur de l'efficacité économique avaient souvent occulté les conséquences manifestes des activités des entreprises sur les travailleurs, sur la communauté dans laquelle elles opèrent et sur la société de façon plus générale; Joseph Stiglitz a plaidé pour une approche fondée sur les droits de l'homme et tenant compte des intérêts d'un éventail plus large de parties prenantes. Il a appelé de ses vœux l'adoption d'un instrument international contraignant qui prescrirait des normes de la responsabilité des entreprises permettant d'amener celles-ci à répondre des violations des droits de l'homme commises par elles.

36. Le représentant du Gouvernement du Royaume-Uni a mis l'accent sur le fait qu'un élément déterminant de l'effort tendant à juguler les risques encourus par les défenseurs des droits de l'homme était de pouvoir faire concorder la mobilisation des gouvernements, de l'industrie et de la société civile. Il a dit comment le plan d'action adopté par son Gouvernement pour l'application des Principes directeurs pourrait offrir un cadre national pour la solution du problème. L'orateur intervenu au nom de Total a mis en lumière un enseignement tiré par la compagnie de son expérience, à savoir l'importance que revêtaient l'association à un stade précoce des communautés et les évaluations. Le Rapporteuse spéciale a relevé que les défenseurs s'occupant de l'accès à la terre, des ressources naturelles et des questions environnementales, et les personnes battant campagne contre les expulsions illégales ou forcées dans le cas de projets de grande envergure se trouvaient tout particulièrement exposés à des risques de menaces, de harcèlement, d'intimidation, de mise en cause pénale et d'agressions physiques. Parmi les recommandations qu'elle a faites pour faire baisser les tensions figuraient l'accès des détenteurs de droits à l'information, leur participation à la prise des décisions et l'accès aux mécanismes de réclamation au niveau communautaire. L'intervenant représentant la société civile a fait état d'un accroissement des incidences négatives des activités des entreprises sur les droits de l'homme, en raison d'une militarisation accrue, ces incidences se présentant sous la forme de harcèlement des défenseurs des droits de l'homme et de meurtre de personnes appartenant aux peuples autochtones. Les organisations de la société civile et les communautés autochtones s'attelaient au règlement de ces questions par la constitution de groupes d'appui, le renforcement des capacités, le plaidoyer et la recherche.

37. Les débats ont été centrés sur les mesures supplémentaires qui pourraient être prises pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, et protéger les défenseurs des droits de l'homme dans le cadre des activités des entreprises, notamment grâce à un plus grand appui au niveau international, et par la conception et la mise en œuvre de plans d'action nationaux. La possibilité de l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant a été examinée, les vues étant toutefois divergentes sur le moment opportun pour faire une telle proposition, sur l'efficacité et sur la faisabilité de la proposition.

D. Série 1 des séances du 3 décembre (réunions-débats simultanées): Accès à des recours

1. Lever les obstacles à des recours judiciaires efficaces

38. Le modérateur de la réunion-débat était le membre du Groupe de travail Michael K. Addo, des observations ayant été faites, notamment, par Simon Minks du Bureau du Procureur général du ministère public néerlandais, Richard Meeran de Leigh Day, Brent Wilton de l'Organisation internationale des employeurs, Elida Cristina de Tz'ununija (Guatemala) et Seema Joshi d'Amnesty International.

39. La séance a cherché à recenser les stratégies permettant de surmonter, notamment par l'assistance technique et le renforcement des capacités, les obstacles empêchant de rendre justice aux victimes des incidences des activités des entreprises sur les droits de l'homme.

40. Dans les exposés, l'accent a été mis sur les graves difficultés qui faisaient obstacle à une mise en œuvre adéquate du troisième pilier des Principes directeurs et à l'accès à des recours judiciaires efficaces pour les personnes victimes de violations des droits de l'homme liées aux activités des entreprises. Le peu de respect de la primauté du droit dans certains pays a été considéré comme une difficulté majeure. De ce fait, il était pratiquement impossible pour les victimes dans ces pays d'accéder à des recours judiciaires localement ou au niveau national. Des tentatives de saisir la justice dans d'autres juridictions de cas au nom des victimes se heurtaient souvent à de sérieux obstacles pratiques et juridiques.

41. La réunion-débat a examiné les difficultés qu'avaient les États à engager des poursuites contre des entreprises pour violations des droits de l'homme et celles qu'éprouvaient les victimes pour accéder à des avocats, une condition préalable importante pour l'accès à la justice. Pour faire aboutir une affaire concernant les sociétés mères dans les pays d'origine, les États devaient être animés d'une réelle volonté de poursuivre celles-ci et ils devaient évaluer avec soin le bien-fondé de l'affaire, pour ne pas susciter de faux espoirs. Très peu d'avocats étaient prêts à saisir la justice d'affaires contre de grandes sociétés parce que, en général, il leur fallait d'abord financer la procédure pendant longtemps, alors que l'issue des poursuites était incertaine en raison de leur caractère nouveau. Des individus et des communautés, par exemple les peuples autochtones, rencontraient souvent des difficultés supplémentaires pour accéder à des recours judiciaires. L'accent a aussi été mis sur le fait que, si les demandes de réparation pouvaient servir d'importants moyens de dissuasion, les indemnisations financières résultant d'accords avec les entreprises avaient parfois entravé l'accès des victimes à des recours judiciaires. Au nombre des autres défis figuraient le suivi sur le long terme des effets d'infractions commises par les entreprises, telles que le déversement de déchets toxiques.

42. D'autres participants ont souligné les points suivants: a) l'inexistence persistante de propositions quant à la manière d'accéder à des recours judiciaires efficaces; b) le problème de l'efficacité des solutions locales; c) le temps nécessaire pour renforcer les capacités locales; enfin, d) la nécessité d'accéder à des recours dans «les pays d'origine».

2. Recours non judiciaires: La pratique sur le terrain aboutit-elle à des résultats en matière de recours efficaces?

43. La modératrice de la séance était la Présidente du Groupe de travail, Alexandra Guáqueta. Parmi les intervenants figuraient Loretta Rosales du Groupe de travail sur les entreprises et les droits de l'homme du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme, Karin Buhmann, représentant le point de contact national danois, Laura Safer Espinoza de Fair Food Standards Council, Joris Oldenziel de SOMO et d'OECD Watch, et Dwight Justice de la Confédération syndicale internationale.

44. La séance avait pour objet de recenser les principaux éléments qui avaient permis aux mécanismes de réclamation non judiciaires de fonctionner sur la base des critères d'efficacité des Principes directeurs, les éléments favorisant l'obtention de résultats efficaces en termes de recours, et les mesures que devaient prendre les États, les entreprises et les autres parties prenantes pour un meilleur accès à des mécanismes non judiciaires de réclamation en tant que complément des mécanismes judiciaires.

45. Dans les exposés, l'accent a été placé sur le fait que les recours non judiciaires pouvaient aboutir à des résultats tangibles et favoriser la réconciliation; ils pouvaient être au niveau local un mécanisme de réponse rapide aux plaintes déposées. À la différence des recours judiciaires, ils étaient riches en possibilités de créer des relations sociales plus harmonieuses et pouvaient en outre contribuer grandement à une mutation culturelle au sein de l'entreprise. Les recours judiciaires et non judiciaires devraient travailler de concert, mais l'un ou l'autre type de mécanismes pourrait être plus adapté au règlement d'un problème en particulier. En mettant en place des mécanismes non judiciaires, il était important de se rappeler qu'il n'y avait pas eu de violations des droits de l'homme. Il devrait y avoir garantie, en particulier, que les mécanismes non judiciaires ne porteraient pas préjudice au droit d'accès des victimes aux recours judiciaires.

46. Divers exemples de mécanismes non judiciaires ont été présentés et examinés. La réussite des mécanismes non judiciaires s'expliquait, notamment, par la confiance qu'ils inspiraient, confiance qui, elle-même, dépendait de la crédibilité du mécanisme, de la composition de celui-ci et du but poursuivi à travers sa création, de la connaissance des droits de l'homme sur laquelle il pouvait s'appuyer et de l'efficacité des recours offerts par lui. Actuellement, la qualité et l'efficacité des mécanismes non judiciaires ne faisaient pas l'objet d'une évaluation systématique, et les études initiales indiquaient que les normes variaient considérablement. Une étude menée dans l'industrie électronique a montré que les mécanismes de réclamation n'étaient pas conformes aux normes définies dans les Principes directeurs et restaient pour l'heure largement inefficaces.

47. Des tensions existaient entre la nature perçue comme non contraignante des Principes directeurs, d'une part, et la nature contraignante des droits de l'homme, notamment le droit de s'affilier à un syndicat, d'autre part. Certains participants ont mis l'accent sur l'absence d'un véritable engagement des États et des entreprises en faveur de l'application des Principes directeurs. Les participants ont souligné la nécessité de recueillir de plus amples informations sur les bonnes pratiques, les critères de réussite et la manière d'assurer un suivi de la qualité des mécanismes non-judiciaires et de réunir des informations les concernant. Ils ont rappelé, ainsi qu'énoncé dans les Principes directeurs, que les mécanismes non judiciaires de réclamation être substitués au processus judiciaire et aux procédures pénales.

E. Série 2 des séances du 3 décembre (réunions-débats simultanées): Problèmes cruciaux actuels

1. Protection et respect des droits de l'homme dans le domaine numérique

48. Le modérateur de la séance était le membre du Groupe de travail Puvan Selvanathan. Les intervenants étaient Jermyn Brooks de l'Initiative mondiale des réseaux des technologies de l'information et de la communication (l'Initiative mondiale des réseaux des TIC), Dan Bross de la société Microsoft, Carly Nyst de Privacy International, Sophie Mueller de la Commission européenne et Sidsela Nyebak de Telenor.

49. L'objet de la séance était de mettre en évidence des exemples de bonnes pratiques des États et des entreprises, les possibilités à exploiter pour des solutions multipartites et la mise en conformité des pratiques avec les Principes directeurs ainsi que les mesures à prendre par les États, les entreprises et les autres parties prenantes pour s'acquitter de manière effective de l'obligation qui leur incombait de protéger et de respecter les droits de l'homme dans le domaine numérique.

50. Les intervenants ont reconnu et souligné le fait que les nouvelles technologies de l'âge du numérique avaient certes créé de nouvelles manières de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, mais qu'elles avaient aussi entraîné l'apparition de nouvelles menaces à la vie privée et à la liberté d'expression. Les orateurs ont reconnu la nécessité de trouver dans le domaine du numérique un équilibre entre la liberté d'expression et la protection de la vie privée, d'une part, et la sécurité de la personne, d'autre part; néanmoins, au cours des dernières années, comme l'illustre la controverse en cours sur la surveillance massive de la population, la balance avait semblé pencher du côté de la sécurité. Les préoccupations suscitées actuellement par les nouvelles technologies étaient le résultat d'une nouvelle méfiance à l'égard des gouvernements: à la suite d'événements récents, la confiance dans la sécurité des communications en ligne avait été sérieusement entamée et des mesures urgentes s'imposaient pour restaurer cette confiance.

51. Les orateurs ont donné des informations détaillées sur des initiatives – telles que l'Initiative mondiale des réseaux des TIC – et sur des entreprises s'employant à restaurer cette confiance. L'Initiative mondiale des réseaux des TIC, une initiative multipartite réunissant certaines des plus grandes sociétés des TIC au monde, visait à donner des indications à l'industrie et à ses parties prenantes sur la manière de protéger et de promouvoir les droits à la liberté d'expression et au respect de la vie privée lorsque ces droits se trouvaient menacés par des actes de l'État pouvant y porter atteinte. Des sociétés comme Microsoft étaient en train de prendre des mesures pour incorporer les Principes directeurs dans leurs méthodes de travail, tout en en prenant d'autres pour limiter les incidences sur le droit de leurs clients à la protection de leur vie privée de la collecte de données par les pouvoirs publics. Beaucoup restait à faire afin que l'Internet reste pour tous un espace libre et ouvert.

52. Les débats ont aussi été centrés sur les points suivants: a) de possibles réponses raisonnables pouvaient émaner des entreprises en ce qui concerne la controverse sur la surveillance massive; b) la garantie du droit à un recours dans le domaine du numérique et le sentiment d'impuissance qu'éprouvait le grand public quand il fallait rechercher une solution à cette importante question; c) le dilemme devant lequel se trouvaient les sociétés lorsqu'elles devaient répondre aux exigences des pouvoirs publics; enfin, d) les moyens de faire en sorte que les technologies de l'information permettent aussi de s'acquitter de l'obligation de respecter le droit à l'information des pauvres dans le monde.

2. Gestion d'une chaîne d'approvisionnement responsable en se conformant aux Principes directeurs

53. La modératrice de la séance était le membre du Groupe de travail Margaret Jungk. Les intervenants étaient notamment Simon Steyne de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Marcela Manubens d'Unilever, Greg Asbed de la Coalition des travailleurs d'Immokalee, Jenny Holdcroft de IndustriAll et Liang Xiaohui du Conseil national chinois du textile, d'Apparel Council et de l'Université de Beijing. L'objet de la séance était de mettre en évidence les exemples de bonnes pratiques des entreprises, les possibilités à exploiter pour trouver des solutions multipartites et pour mettre la gestion de la chaîne d'approvisionnement en conformité avec les Principes directeurs ainsi que les mesures devant être prises par les États et les acteurs du monde de l'entreprise.

54. Les intervenants ont souligné l'importance des causes profondes qu'étaient notamment les défis liés à l'économie informelle dans de nombreux pays, tels que l'absence de la primauté du droit, l'inexistence de mécanismes de négociation collective et le fait que les pouvoirs publics ne faisaient pas respecter les prescriptions, y compris par une action de l'inspection du travail. Les sociétés devaient faire preuve de cohérence en exigeant des fournisseurs qu'ils se conforment aux normes de l'OIT relatives à la santé et à la sécurité, au travail des enfants, au travail forcé, à la négociation collective et à la liberté d'association. Les intervenants ont fait observer que les Principes directeurs clarifiaient les éléments que les sociétés devaient prendre en considération pour s'acquitter de leur responsabilité. Les entreprises devaient adopter une démarche crédible, notamment par la cohérence et la transparence des politiques qu'elles appliquent, en permettant par exemple une évaluation indépendante de leurs pratiques.

55. Un thème récurrent a été l'accent mis sur le fait que les sociétés prises individuellement ne pouvaient pas résoudre seules les problèmes qui se posaient. Des approches en collaboration s'imposaient, y compris en associant les travailleurs à l'élaboration des programmes. Les intervenants ont aussi abordé les problèmes structurels qui se posaient au niveau général et les conséquences que l'adoption de normes (et de coûts) sur un seul marché pouvait avoir sur les décisions des entreprises. Le rôle crucial de la liberté d'association à la fois en tant que droit de l'homme et moteur de changement a été souligné. À cet égard, les intervenants ont cité les récentes réussites qu'ont connues en Floride le Programme pour une alimentation équitable et l'Accord du Bangladesh.

56. Les interventions de la salle aussi ont mis en relief des enseignements concrets permettant de traiter les questions relatives aux droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement; les orateurs ont cité notamment les dispositions que contenait le plan d'action national du Royaume-Uni, un code d'approvisionnement multipartite pour l'industrie maritime impliquant des compagnies maritimes danoises, une association industrielle et le gouvernement, et un travail de collaboration par les sociétés pétrolières et gazières, sous la conduite de l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement (IPIECA), pour comprendre les risques d'atteintes aux droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement. D'autres questions ont aussi été débattues: a) la nécessité pour les sociétés de faire preuve de transparence s'agissant de l'exercice de leur responsabilité; b) le recours à des mesures d'incitation économiques et le point de savoir si les menaces d'écarter les fournisseurs qui ne respectaient pas les droits de l'homme avait été une bonne solution; enfin, c) les incohérences entre les pratiques d'achat des sociétés et les engagements qu'elles avaient pris en matière de responsabilité d'entreprise.

F. Série 1 des séances parallèles du 4 décembre

1. Les peuples autochtones et les activités des entreprises – prendre des mesures pour l'application des Principes directeurs

57. Le modérateur de la séance était le membre du Groupe de travail Pavel Sulyandziga. Parmi les intervenants figuraient James Anaya, Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, Eduardo Vega Luna de Defensoría del Pueblo de Peru, Arantza Hernanz, qui intervenait au nom de l'APIECA et de Repsol, Ivan Chernyakhovskiy de Sakhalin Energy et qui intervenait aussi au nom du Pacte mondial des Nations Unies, et Joan Carling de l'Asia Indigenous Peoples Pact.

58. L'objet de cette séance était de recenser les principaux enseignements tirés et les mesures à prendre concernant l'exercice d'une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme, les dispositions relatives au consentement libre, préalable et éclairé, et l'accès à un recours dans le cadre des activités des entreprises affectant les peuples autochtones.

59. Les intervenants ont examiné les violations commises dans le scénario classique où les droits des peuples autochtones n'étaient pas pris en compte par les entreprises extérieures opérant dans leurs territoires; ils ont souligné la nécessité d'obtenir des peuples autochtones un consentement libre, préalable et éclairé se traduisant par un certain nombre de conditions minimales indiquées par le Rapporteur spécial. Un modèle alternatif pour un développement durable a été proposé: c'est celui consistant à considérer les peuples autochtones comme des agents économiques actifs. Les intervenants ont fait observer que la mise en œuvre des éléments du consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones aiderait à assurer un respect mutuel en reconnaissant que ceux-ci étaient les propriétaires de leurs ressources. Les intervenants sont convenus que le traitement des plaintes au niveau local constituait la méthode la plus efficace. Le droit coutumier devrait être pris en compte pour renforcer le respect et la confiance mutuels.

60. Dans les exposés, divers efforts tendant à appuyer l'amélioration de la mise en œuvre du consentement libre, préalable et éclairé ont été cités, tels que le guide concernant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ainsi que les efforts faits pour l'adhésion aux politiques arrêtées, ce qui avait conduit à la mise en place de procédures internes relatives à la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et de mécanismes de réclamation.

61. Les débats ont été centrés sur le besoin de cohérence dans l'interprétation et l'application du droit à un consentement libre, préalable et éclairé par les États, les peuples autochtones et les entreprises. À cet égard, le fait d'honorer et de respecter les obligations conventionnelles relatives aux droits de l'homme, notamment les dispositions axées sur les femmes et les enfants autochtones, constituerait un pas important vers l'application des Principes directeurs.

2. Sécurité et droits de l'homme: Mise en conformité des normes fondamentales avec les Principes directeurs des Nations Unies

62. Le modérateur de la séance était Gare Smith de Foley Hoag LLP. Les intervenants étaient Claude Wild du Département fédéral suisse des affaires étrangères, Mark Wall de Barrick Gold Corporation, Egbert G.Ch. Wesselink de IKV Pax Christi, Abiodun Baiyewu de Global Rights Nigeria et Francisco Lloreda du cabinet du Président de la Colombie.

63. Cette séance a été centrée sur la mise en évidence de l'apport des initiatives multipartites et des difficultés rencontrées par ces initiatives au nombre desquelles figuraient les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (les Principes volontaires) qui visaient à prévenir et à combattre les incidences négatives des activités des entreprises sur les droits de l'homme dans des environnements complexes; la séance a été

axée aussi sur le recensement des principales mesures de diligence raisonnable pratiques en cas de risque de violation des droits de l'homme, sur les moyens de fournir un recours efficace contre les violations des droits de l'homme dans des tels contextes et sur les possibilités à exploiter pour le renforcement de l'obligation redditionnelle et la mise en conformité des normes fondamentales avec les Principes directeurs.

64. Dans les exposés, l'accent a été placé sur le fait que les Principes directeurs donnaient aux pouvoirs publics et aux entreprises des orientations importantes concernant leurs responsabilités respectives en matière de protection et de respect des droits de l'homme, et concernant le devoir qui leur incombait de veiller à ce que des mécanismes appropriés de réclamation soient en place pour les entités touchées par leurs activités.

65. Les orateurs ont proposé que les Principes volontaires et le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (le Code de conduite) servent à l'orientation du secteur des industries extractives s'agissant de la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et de la manière de respecter les droits de l'homme dans le cadre de la prestation de services de sécurité. L'accent a été mis sur le fait que les Principes volontaires et le Code de conduite complétaient les Principes directeurs et n'entraient pas en conflit avec eux; les orateurs ont affirmé que l'entrée en vigueur effective des Principes volontaires et du le Code de conduite avait contribué à la réalisation des éléments principaux des Principes directeurs, par exemple en donnant des orientations précises aux pouvoirs publics et aux acteurs du secteur des industries extractives et de celui de la sécurité quant à la façon dont les droits de l'homme pouvaient être respectés dans un environnement complexe et difficile.

66. Les participants ont estimé que les Principes volontaires et le Code de conduite étaient plus efficaces lorsque les participants avaient incorporé les meilleures pratiques – telles que les inclure dans des contrats, prodiguer une formation dans le domaine de la mise en œuvre, constituer un cadre de vérification, et veiller à ce qu'il n'y ait pas de lacunes. Cela était particulièrement important pour des sociétés travaillant avec des forces de sécurité publiques, sur les activités desquelles elles n'exerçaient pas de contrôle.

67. Les participants ont mis en relief un certain nombre de facteurs qui avaient permis aux sociétés de gérer les risques en matière de sécurité et d'atteintes aux droits de l'homme. Parmi ces facteurs, ils ont cité notamment les mesures de diligence raisonnable pratiques relatives à l'identification des risques en matière de sécurité, les risques de violences, les bilans dans le domaine des droits de l'homme, la primauté du droit, l'analyse des conflits et les directives concernant le transfert de matériel.

68. Les participants ont conclu que la réussite sur le terrain était aussi souvent tributaire de la volonté des gouvernements hôtes de reconnaître les difficultés liées aux droits de l'homme et de travailler avec les entreprises et les représentants de la société civile pour mettre en œuvre ces initiatives d'une manière qui mène à des scénarios mutuellement bénéfiques.

3. Application des Principes directeurs dans le secteur agroalimentaire

69. La modératrice était Daira Gómes de CEGESTI. Parmi les intervenants figuraient Nirun Phitakwatchara de la Commission thaïlandaise des droits de l'homme, Rafael Maldonado de Centro de Acción Legal – Ambiental y Social du Guatemala, Christian Frutiger de Nestlé, Vladimir Evtimov de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Ylva Stiller de Syngenta.

70. L'objet de la réunion-débat était de mettre en évidence les pratiques actuelles de mise en œuvre, les grands défis à relever et les principales possibilités à exploiter ainsi que les mesures requises en matière d'application des Principes directeurs dans le secteur agroalimentaire.

71. Les intervenants ont souligné la nécessité de trouver un équilibre entre les revenus tirés de l'exploitation des ressources agricoles et l'adoption d'une démarche fondée sur les droits. Les difficultés suivantes, notamment, ont été évoquées durant les débats: a) l'ignorance parmi les producteurs des normes du droit du travail et des droits de l'homme, notamment les Principes directeurs, et l'importance de la prise en compte de la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme; b) les difficultés qu'éprouvaient les petits exploitants à devenir propriétaires terriens et à accéder à l'eau; c) la nécessité pour les chaînes d'approvisionnement de créer des conditions améliorées pour les exploitants agricoles; d) les conséquences de la monoculture pour une agriculture durable; e) la dégradation des normes en raison des pressions concurrentielles entre producteurs; enfin, f) la faiblesse des politiques, des systèmes et de la bonne gouvernance des producteurs ou l'inexistence de politiques, de systèmes ou de bonne gouvernance chez les producteurs pour s'assurer qu'ils respectaient la loi.

72. Les intervenants ont cité comme une solution importante, avec des exemples fournis par Nestlé et Syngenta, les engagements pris par les sociétés d'assurer un suivi et une atténuation des incidences de leurs activités sur les droits de l'homme et d'œuvrer avec les communautés locales à l'amélioration des conditions de travail. Ils ont estimé que le respect du statut d'occupation et l'application des Directives volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale devaient être renforcés. Lorsque de telles normes internationales n'étaient pas respectées, et lorsque les systèmes judiciaires nationaux traitaient de façon inadéquate les violations liées au secteur agroalimentaire, les affaires transfrontières du genre de celles dont s'étaient occupées les institutions nationales des droits de l'homme, notamment celle de la Thaïlande, revêtaient une importance cruciale.

73. Dans les débats, l'accent a été mis sur le droit à l'alimentation, notamment sur les incidences négatives d'une production à grande échelle pour l'exportation sur les communautés; l'accent a aussi été mis sur les conséquences dommageables des politiques de fixation des prix sur les droits des agriculteurs. Des appels ont été lancés pour la mise en œuvre de normes strictes applicables en matière d'emploi et de fixation des prix, et pour la mise en place de mécanismes plus puissants de recours afin de protéger les agriculteurs. Les participants ont lancé un message récurrent relatif à la nécessité d'un plus grand dialogue et d'une coordination et d'une coopération améliorées entre la société civile, les pouvoirs publics et le secteur privé.

G. Série 2 des séances parallèles du 4 décembre

1. Prévenir et combattre la traite des êtres humains dans les entreprises

74. La modératrice de la réunion-débat était Joy Ngozi Ezeilo, Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants. Les intervenants étaient Beate Andrees de l'OIT, Philip Hunter de Vérité, Jeffrey E. Tsai du Département de la justice de la Californie, Marcel Gomes de Repórter Brazil et Adam Greene du Conseil des États-Unis pour les affaires internationales.

75. La séance avait pour objet de mettre en évidence les bonnes pratiques et les expériences concrètes tendant à prévenir et à combattre la traite des êtres humains dans les entreprises ainsi que les outils disponibles et les mesures à prendre.

76. Les participants ont indiqué que peu de connaissances existaient sur la prévalence et les causes profondes de la traite, et sur l'implication des entreprises, fait qui, à son tour, avaient des répercussions sur l'élaboration des politiques. Ils ont mis en exergue l'importance qu'il y avait de compléter les mécanismes facultatifs par des inspections

publiques. Les orateurs ont rappelé que le droit international – notamment les conventions de l'OIT – devait être au cœur des efforts de mise en œuvre. D'autres outils ont aussi été signalés: la boîte à outils de Vérité pour une embauche équitable, les principes de Dhaka et le travail de la Rapporteuse spéciale dans le domaine de la conception de repères et d'indicateurs. Deux exemples de politiques conçues pour combattre la traite dans les entreprises ont été présentés: la loi de la Californie relative à la transparence et à la chaîne d'approvisionnement, qui exigeait des sociétés qu'elles fassent connaître les efforts faites par elles pour éliminer la traite, le pacte national du Brésil pour l'élimination du travail servile, qui comprenait un solide cadre juridique, des mesures d'incitations économiques, sous la forme d'une «liste noire» d'employeurs recourant au travail servile et de l'utilisation de la liste par des institutions financières, et la collaboration multipartite.

77. Les débats ont porté sur de nombreuses questions, dont les suivantes: a) la nécessité d'un savant dosage des réponses; b) les difficultés que rencontraient les entreprises à mettre au jour la traite, qui prenait souvent des formes subtiles, les auteurs tentant de cacher la situation, et le problème étant souvent confiné aux maillons «inférieurs» de la chaîne d'approvisionnement; c) la nécessité de ramener la traite à des éléments plus précis, comme la servitude pour dette, la migration et la contrebande, la rétention des passeports, la traite des femmes, la domesticité et la conception de réponses différenciées; d) les causes profondes, telles que le caractère informel, la corruption et la criminalité; e) la question de la responsabilité au regard de l'influence, telle qu'énoncée dans les Principes directeurs; f) la nécessité de prendre en considération les conséquences involontaires des prescriptions juridiques; enfin, g) la nécessité d'aller au-delà d'une perspective de chaîne d'approvisionnement seulement.

2. Application des Principes directeurs dans le secteur de l'emploi et de l'embauche

78. Le modérateur de la séance était John Morrison de l'Institute for Human Rights and Business. Au nombre des intervenants figuraient Nick Forster de FSI Worldwide, Juliette de Rivero de Human Rights Watch, Fred van Haasteren de la Confédération internationale des agences d'emploi privées, Rachel Davis de Shift et Felipe Burgueño du Centre de réflexion et d'action en faveur des travailleurs (CEREAL).

79. La séance cherchait à recenser les grands défis à relever et les principales possibilités à exploiter dans la mise en œuvre du devoir incombant à l'État de protéger et aux entreprises de respecter les droits de l'homme dans le domaine de l'emploi et de l'embauche; elle avait pour objet aussi de recenser les mesures juridiques et les politiques qu'il incombait aux États d'adopter, les bonnes pratiques dont pouvaient s'inspirer les acteurs du monde de l'entreprise et les politiques qu'ils pouvaient choisir d'appliquer.

80. La réunion-débat a mis en lumière le fait que le secteur était peut-être celui où existaient les plus grands risques d'atteintes aux droits de l'homme dans le monde, au vu de ses liens étroits avec les flux mondiaux de migration. Les principaux défis mis en évidence par les intervenants avaient trait à la servitude pour dette à laquelle étaient soumis des travailleurs migrants, la rétention des documents d'identité, l'absence de liberté d'association, diverses formes d'abus contre les travailleurs et l'absence de sanctions contre les auteurs d'abus. Une difficulté résidait dans l'inexistence de mécanismes de réclamation efficaces pour les travailleurs migrants, problème qui devenait particulièrement aigu lorsque les intéressés ne pouvaient pas bénéficier de protection en s'affiliant à des syndicats. Les orateurs ont mis en relief les problèmes que posaient les modes traditionnels de l'embauche et la nécessité pour les entreprises de s'informer sur les réalités sur le terrain avec l'aide d'experts locaux. Ils ont rappelé que des violations des droits de l'homme étaient commises à toutes les étapes du processus d'embauche et d'emploi, aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil.

81. Tous les orateurs, notamment le représentant de l'industrie, ont appelé de leurs vœux une réglementation plus stricte par les États, soit en comblant les lacunes dans la législation ou en faisant effectivement respecter la législation existante, sur la base d'une ratification et d'une application de la Convention n° 181 de l'OIT. Ils ont plusieurs fois mis en exergue le guide du secteur élaboré par la Commission européenne sur la manière d'incorporer les Principes directeurs dans les activités des agences de recrutement et d'emploi. Les intervenants ont aussi souligné le fait que l'application des Principes directeurs et de pratiques d'embauche responsables pouvait être riche de possibilités pour les entreprises.

82. Les débats qui ont suivi ont porté notamment sur les points suivants: a) la nécessité de combler le déficit que représentait la faible ratification de la Convention n° 181 de l'OIT; b) celle de mettre en place des cadres efficaces entre pays d'origine et pays d'accueil pour protéger les travailleurs migrants; c) les préoccupations liées au choix par les entreprises du modèle économique consistant à rechercher une main-d'œuvre bon marché; d) les possibilités découlant de l'obligation de présentation de rapports sur les relations de travail dans la chaîne d'approvisionnement des entreprises; e) comment veiller à une vérification efficace des comptes; f) l'incohérence des politiques entre les différents ministères; et g) l'exclusion sociale de certains groupes et les questions de genre. Les orateurs ont souligné le fait que les Principes directeurs attendaient des États qu'ils révisent leur législation et prennent des mesures pour combler les lacunes décelées, en procédant à un dosage bien ciblé des politiques choisies, y compris une réglementation efficace.

3. Le respect des droits de l'enfant par les entreprises

83. La modératrice de la réunion-débat était Marta Maurás du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Les intervenants étaient Benyam Dawit Mezmur du Comité des droits de l'enfant, Carmelo Angulo du Ministère espagnol des affaires étrangères et de la coopération, Porntat Amatavivadhana de Sansiri Public Company Limited, Elana Berger du Centre d'information sur les banques de développement et Ursula Wynhoven du Pacte mondial des Nations Unies.

84. La séance avait pour objet de recenser les grands défis à relever et les principales possibilités à exploiter dans la mise en œuvre efficace par l'État et par les entreprises de leurs obligations et responsabilités respectives s'agissant de la prévention des incidences négatives des activités des entreprises sur les droits de l'enfant et de lutter contre ces incidences.

85. Les intervenants ont mis l'accent sur le fait que la sauvegarde des droits de l'enfant devait aller au-delà de la norme consistant à ne pas causer de tort. Ils ont souligné l'utilité de l'Observation générale n° 16 du Comité des droits de l'enfant en tant que feuille de route permettant de réglementer le secteur des entreprises et l'amener à respecter les droits de l'enfant. L'accent a été placé sur les points suivants: le fait que les mesures volontaires des entreprises ne constituaient pas un substitut aux mesures et à la réglementation de l'État; les entreprises et les États devaient agir de concert et en collaborant. L'existence d'un cadre juridique pour la protection des droits de l'homme de l'enfant revêtait une importance cruciale; il en allait de même quant au rôle que devait jouer la coopération internationale pour en assurer la mise en œuvre. Les orateurs ont relevé que les États avaient adopté une approche proactive, en réglementant le secteur privé et en s'efforçant de garantir les droits des enfants à un recours. La question du travail des enfants a été soulevée comme question revêtant une importance particulière.

86. Les participants ont donné des exemples de promotion et de protection efficaces des droits de l'enfant. Les principaux éléments des réussites citées étaient la mesure d'une réussite par les résultats obtenus, le fait de mener à leur terme les processus de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et l'idée fondamentale selon laquelle les droits

de l'enfant étaient l'affaire de tous. Dans la dernière partie de la séance, le débat interactif avec les participants a été axé sur les points suivants: a) la publication des principes des droits de l'enfant et les entreprises par le Pacte mondial, l'UNICEF et Save the Children; b) les moyens pour les entreprises de mieux comprendre leurs obligations et pour les États d'appuyer leurs efforts; c) l'intérêt supérieur de l'enfant; enfin, d) la nécessité d'appliquer effectivement les instruments juridiques existants.

87. Durant les débats, l'accent a été mis sur le fait que les entreprises devaient prendre en considération à la fois les risques découlant de leurs propres activités et les incidences de ces activités ainsi que le rôle qu'elles pouvaient jouer dans leur propre secteur et au-delà, notamment dans la promotion des politiques publiques.

H. Série 3 des séances parallèles du 4 décembre

1. Intégration des droits de l'homme dans les politiques et les contrats d'investissement

88. La modératrice était Andrea Saldarriaga de Vale Columbia Center on Sustainable International Investment. Les intervenants étaient Renato Torres du Gouvernement équatorien, Zachary Douglas de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, Viviane Schiavi de la Chambre de commerce internationale, Samuel Nguiffo du Centre pour l'environnement et le développement et Elisabeth Tuerk de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED).

89. La séance avait pour objet le recensement des grands défis à relever et des principales possibilités à exploiter s'agissant de l'intégration des droits de l'homme dans les politiques et pratiques internationales d'investissement.

90. Les Principes pour des contrats responsables élaborés par l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme ont été rappelés aux participants¹⁰, ces Principes contenant des orientations pratiques pour les États et les négociateurs sur la manière d'intégrer la gestion des risques liés aux droits de l'homme dans les négociations des contrats. Les intervenants ont mis l'accent sur la pertinence des droits de l'homme dans les investissements faits dans leurs domaines d'activité respectifs, notamment lors de la négociation des contrats et traités d'investissement, dans les sentences arbitrales sur les litiges liés aux investissements, et dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'investissement. Les participants ont toutefois fait observer que le débat relatif aux questions touchant aux droits de l'homme à l'occasion d'un investissement était à son tout début et que du travail restait à faire pour la diffusion et l'application dans ce domaine des Principes directeurs et des Principes pour des contrats responsables. Les orateurs ont estimé que le cadre de la CNUCED sur les politiques d'investissement au service du développement durable offrait des possibilités d'intégration des droits de l'homme dans ce domaine et qu'il promouvait la mise en conformité avec les Principes directeurs. Le guide d'investissement de la Chambre de commerce internationale aussi a été présenté comme un outil utile.

91. Les exposés des intervenants et les débats qui ont suivi ont porté sur un éventail de défis à relever dans ce domaine, dont les suivants: a) l'absence d'une coordination interdépartementale et de cohérence politique au sein des gouvernements; b) la nécessité du renforcement des capacités parmi tous les acteurs concernés; c) celle d'intégrer les droits de l'homme dans le cadre de l'investissement international pour permettre une saisine de la justice en cas de besoin; d) la perception de déséquilibres de pouvoir entre les États et les investisseurs; e) les lourdes charges financières pesant sur les États engagés dans des procédures d'arbitrage; enfin, f) l'absence de transparence et d'accès à l'information.

¹⁰ A.HRC.17.31.Add.3.

2. Secteur financier: Vers une plus grande clarté sur la manière d'appliquer les Principes directeurs

92. Le modérateur était Bennett Freeman de Calvert Investments. Au nombre des intervenants figuraient Roel Nieuwenkamp de l'OCDE, Liselotte Arni de l'UBS, Daniel Schydlowsky de la Direction générale des administrateurs des banques, des assurances et des fonds de pensions péruviens, Pierre Habbard de Global Unions Committee on Workers Capital et Andreas Missbach de BankTrack.

93. Cette séance cherchait à recenser les principales tendances dans l'application des Principes directeurs au secteur financier et les principaux défis à relever pour assurer une application effective des Principes dans le secteur.

94. Les orateurs ont mis en lumière la prise de conscience croissante parmi les acteurs du secteur financier de l'importance et de la réalité des risques d'atteinte aux droits de l'homme. Un outil important à cet effet était les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (les Principes de l'OCDE), dont le chapitre sur les droits de l'homme est fondé sur les Principes directeurs. Les Principes de l'OCDE offraient un modèle s'agissant de la responsabilité des chaînes d'approvisionnement et couvraient en outre l'ensemble du secteur financier, notamment les banques, le secteur des actions de sociétés non cotées, les fonds spéculatifs, les gestionnaires d'actifs, les fonds et les compagnies d'assurance. Les participants ont évoqué un débat récent sur la responsabilité des actionnaires minoritaires. Ils ont fait observer que, certes, les investisseurs n'endossaient pas de responsabilité principale s'agissant des incidences sur les droits de l'homme des activités des sociétés dans lesquelles ils investissaient, mais que les Principes directeurs et les Principes de l'OCDE énonçaient cependant clairement que tous les investisseurs ont la responsabilité d'user de leur influence. Toutefois, il s'agissait là de questions très complexes et de nombreux éclaircissements s'imposaient, notamment sur les répercussions des dispositions des Principes directeurs sur les «relations d'affaires», et sur ce que signifiait pour une entreprise commerciale d'être «directement liée» à des violations des droits de l'homme.

95. Les exposés ont porté sur un document de travail établi par Thun Group, un groupe de sept banques qui avaient échangé des vues sur les implications des Principes directeurs pour le secteur bancaire. Le document soulignait que les banques devaient occuper leur place dans une politique des droits de l'homme et dans des processus de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme; les orateurs ont estimé que le document représentait une réorientation de la réflexion sur les droits de l'homme dans le secteur bancaire, même s'il comportait des lacunes.

96. Les orateurs ont aussi évoqué la raison pour laquelle les autorités de réglementation du secteur financier devaient commencer à réfléchir à la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme: exiger des sociétés et des banques qu'elles prennent en compte les coûts des conflits sociaux pourrait avoir des retombées positives sur l'ensemble de l'économie.

97. Parmi les principaux points abordés durant les débats, on peut citer les suivants: a) la nécessité pour les gestionnaires d'actifs d'user de leur influence, lorsqu'ils sont informés de violations des droits de l'homme, et de définir des priorités; b) les coûts de la réglementation et des prescriptions relatives à la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme étaient de loin moins élevés que les coûts d'un traitement adéquat des risques d'atteintes aux droits de l'homme; c) le droit non contraignant était en train d'évoluer et de se transformer en droit contraignant dans certaines juridictions; d) l'importance des plans d'action nationaux; enfin, e) l'observation selon laquelle les Principes directeurs énonçaient que la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme était un processus continu.

3. **Finances publiques: Application des Principes directeurs aux institutions financières publiques**

98. La modératrice de la séance était Bonita Meyersfeld du Centre d'études juridiques appliquées. Les intervenants étaient Jaime Gorstejn de la Banque de développement du Brésil, Kamil Zabielski de l'Agence norvégienne du crédit à l'exportation GIEK, Juana Kweitel de Conectas, Eleni Kyrou de la Banque européenne d'investissement et Andrea Shemberg du projet «investissements et droits de l'homme» de la London School of Economics.

99. Cette séance avait pour objet de contribuer à clarifier davantage la manière dont les Principes directeurs s'appliquaient aux institutions financières publiques, de mettre en évidence des exemples de bonnes pratiques ainsi que les principaux défis et priorités s'agissant des progrès dans la mise en œuvre.

100. Les exposés et débats sur l'application des Principes directeurs aux institutions financières publiques ont tourné autour des questions liées à l'obligation redditionnelle, à la transparence par opposition à la confidentialité, et autour du rôle des institutions dans la promotion de l'inclusion des considérations relatives aux droits de l'homme dans les projets qu'elles finançaient. Au sujet de la transparence, les intervenants se sont demandé si l'accent n'avait pas été trop placé sur la confidentialité ou si les banques ne pourraient pas faire preuve de plus de transparence sans compromettre la confidentialité concernant les clients. La plupart des participants ont convenu que la transparence autour des droits de l'homme ne devait pas être limitée par la confidentialité concernant les clients. Les participants ont fait observer que la responsabilité ne devait pas être confondue avec l'influence, et que celle-ci était importante pour permettre au financier de faire respecter les droits de l'homme. Les intervenants ont aussi affirmé que les entreprises appartenant à l'État étaient des entités publiques auxquelles semblaient s'appliquer le premier et le troisième piliers des Principes directeurs.

101. S'agissant de l'obligation redditionnelle, les intervenants et les participants ont souligné le fait que de solides mécanismes de réclamation devaient être en place, pour permettre aux parties prenantes de déposer des plaintes contre une institution financière publique dans le cas où des projets bénéficiant de l'appui de celle-ci auraient porté atteinte à leurs droits. Un certain nombre de participants ont proposé que les institutions financières publiques procèdent à des consultations avec les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes avant de prendre des décisions d'investissement.

102. Sur la question de la transparence, les participants ont encouragé les institutions financières publiques à communiquer les informations relatives à leurs projets, en précisant que la défense des droits fondamentaux l'emportait sur les questions de confidentialité et de secret bancaire.

I. **Série 4 des séances parallèles du 4 décembre**

1. **Gouvernance d'entreprise et Principes directeurs**

103. La modératrice de la réunion-débat était Vanessa Zimmerman de Rio Tinto. Au nombre des intervenants figuraient Hiroshi Ishida de Caux Roundtable, Japon, Hans Petter Graver, représentant le point contact national de la Norvège sur les Principes de l'OCDE, Armando Tripodi de Petrobras, Laura Ceresna-Chaturvedi de Cividep et Joane Goddard de la Aviva Public Limited Company.

104. L'objet de la séance était: a) de recenser et d'évaluer les principaux systèmes de gestion et de contrôle utilisés par les entreprises en tant que canaux d'une mise en œuvre efficace du deuxième pilier des Principes directeurs; b) d'examiner des outils et approches

novateurs auxquels recouraient les organismes de régulation de l'État, les investisseurs, la société civile et des parties prenantes affectées pour évaluer l'efficacité de l'action des entreprises dans le domaine des droits de l'homme; enfin, c) d'évaluer les points de convergence et les principaux défis à relever pour l'intégration de la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme dans la pratique des entreprises et pour la surveillance extérieure.

105. La séance a placé l'accent sur la mise en conformité de la gouvernance d'entreprise – les pratiques et systèmes par lesquels une entreprise exerce un contrôle sur ses activités – avec la responsabilité d'entreprise en matière de droits de l'homme. Les intervenants ont estimé que la bonne gouvernance d'entreprise et le respect des droits de l'homme se renforçaient mutuellement: les entreprises qui pratiquaient une bonne gouvernance d'entreprise pouvaient avoir plus de facilité à prendre en compte les droits de l'homme. Les intervenants ont souligné l'importance d'intégrer fermement le respect des droits de l'homme dans les systèmes et processus de gestion, celle de mettre en place des processus solides pour l'identification et l'élimination des risques à un stade précoce, et celle d'intégrer ces processus dans l'ensemble de l'entreprise. Ils ont précisé que l'existence de politiques et de processus dans l'entreprise constituait un premier pas important, mais que la mise en œuvre sur le terrain était cruciale et pourrait comporter des difficultés.

106. Les débats ont aussi été centrés sur l'importance qu'il y avait à associer des représentants des travailleurs et des parties prenantes extérieures. L'association de ces dernières pourrait présenter des difficultés, du fait de la nécessité qu'il y avait à établir un lien entre la nature interne des politiques de gouvernance et la nature externe des risques d'atteintes aux droits de l'homme. Les organisations de la société civile pourraient souvent éprouver des difficultés à accéder à des informations essentielles concernant les politiques et processus en place dans les entreprises. L'expérience relative aux points de contact nationaux de l'OCDE a aussi été abordée, la gouvernance d'entreprise constituant une partie notable des recommandations qui avaient découlé des Principes de l'OCDE, dans lesquels était soulignée l'importance de la gouvernance d'entreprise en particulier. Les participants ont indiqué que de nombreux investisseurs avaient une conscience croissante du fait que les droits de l'homme faisaient partie des processus de bonne gouvernance, et que certains investisseurs avaient noté que des sociétés figurant dans leur portefeuille y accordaient une attention croissante. Enfin, les intervenants ont débattu de l'important rôle que pourraient jouer les pouvoirs publics dans l'émergence d'une bonne gouvernance d'entreprise, par exemple en veillant à ce que le droit des sociétés n'entrave pas le respect des droits de l'homme et en rendant obligatoire la présentation de rapports concernant les violations.

107. Parmi les points principaux abordés durant les débats figuraient: a) le fait que les entreprises pouvaient avoir beaucoup fait dans la prise en compte des droits de l'homme dans la gouvernance d'entreprise, mais que les informations sur cette action ne parvenaient nécessairement pas aux autres parties prenantes; b) des politiques qui paraissaient bonnes sur le papier restaient inutiles si elles n'étaient pas mises en œuvre; enfin, c) la bonne gouvernance d'entreprise et la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme tendaient à se renforcer mutuellement.

2. Initiatives multipartites en tant que moteurs d'une bonne pratique dans l'application des Principes directeurs?

108. Le modérateur de la séance était Michael Posner de la New York University Business School. Les intervenants étaient Peter McAllister de Ethical Trade Initiative, Christy Hoffman de UNI Global Union, Amelia Evans de l'Institute for Multi-Stakeholder Initiative Integrity, Anne-Marie Buzatu du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève et Mark Hodge du Pacte mondial en faveur des droits de l'homme.

109. L'objet de la séance était de recenser les enseignements relatifs à la manière dont les initiatives multipartites pouvaient favoriser le progrès dans l'application des Principes directeurs et les conditions devant concourir à l'efficacité de ces initiatives.

110. Les intervenants ont répété que le devoir qui incombait aux États d'assurer une protection contre les violations des droits de l'homme résultant des activités des entreprises revêtait une importance cruciale, mais que la réalité dans le monde se traduisait par des lacunes dans le domaine de la gouvernance, un monde où l'approche multipartite n'était qu'une manière parmi d'autres de chercher à combler des lacunes en particulier. Les orateurs ont mis l'accent sur le fait que les initiatives multipartites devaient être considérées non pas comme *la* solution, mais plutôt comme une option parmi d'autres s'offrant aux parties prenantes dans les court et moyen termes. Ils ont estimé que le travail devait se poursuivre. Les expériences d'ETI, de l'Accord du Bangladesh et du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées ont été présentées. Les intervenants ont mis l'accent sur les facteurs ou critères requis pour que les initiatives multipartites puissent effectivement prévenir et combattre les incidences négatives sur les droits de l'homme; ils ont notamment cité des éléments importants comme le fait que ces initiatives soient fondées sur le droit international, la nécessité de disposer de mécanismes efficaces de réclamation pour les parties prenantes affectées, la surveillance et la bonne gouvernance, la transparence, la disponibilité de ressources adéquates et l'obtention de résultats tangibles sur le terrain. Mention a été faite d'un outil de l'Institut de l'intégrité de l'initiative multipartite portant sur les critères fondamentaux de l'efficacité et qui devait être lancé en 2014.

111. Les orateurs ont aussi mis en relief d'autres initiatives multipartites: les Principes volontaires, la Global Network Initiative, le Programme «Alimentation équitable», le guide de l'OCDE sur le devoir de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque et le Processus de Nairobi. Les participants ont noté que les initiatives qui recelaient le plus grand potentiel pour une participation active des entreprises étaient celles qui mettaient l'accent sur une mise en œuvre au niveau local associant les acteurs et les communautés affectées locaux.

112. Les questions et réponses ont été axées sur les points suivants: a) les divers aspects de l'évaluation de l'efficacité des initiatives multipartites; b) les questions de conflit d'intérêts concernant les parties impliquées; c) la nécessité de s'attaquer à tout l'éventail des causes profondes des lacunes dans le domaine de la gouvernance; d) les différents rôles des organisations de la société civile qui travaillaient sur le terrain ou s'occupaient du plaidoyer; e) le rôle des syndicats; enfin, f) l'association des pouvoirs publics.

113. Un défi qui restait à relever était la nécessité de créer un véritable climat de confiance garantissant à la fois le respect de l'obligation redditionnelle et la participation des entreprises. Enfin, les participants ont souligné la nécessité d'adopter des approches industrie par industrie et pays par pays, aucune solution ne pouvant être appliquée partout.

3. Options pour une présentation efficace de rapports sur les violations des droits de l'homme

114. Le modérateur de la séance était Richard Howitt, membre du Parlement européen. Les intervenants étaient Andrea Pradilla du Ministère colombien du commerce, de l'industrie et du tourisme, intervenant au nom du Groupe des amis du paragraphe 47 de Rio +20, Scott Busby du Gouvernement américain, Teresa Fogelberg de Global Reporting Initiative, Caroline Rees de Shift et Amol Mehra de l'International Corporate Accountability Roundtable.

115. L'objet de la séance était de recenser les formes actuelles de présentation de rapports sur les violations des droits de l'homme adoptées par les pouvoirs publics à l'intention des entreprises et de définir la manière dont elles étaient mises en œuvre, d'évaluer comment les initiatives actuelles non financières de présentation de rapports étaient mises en conformité avec les Principes directeurs et comment les normes de présentation de rapports sur les violations des droits de l'homme commises par des sociétés pouvaient être rendues plus efficaces.

116. Dans leurs observations, les intervenants ont mis l'accent sur les points suivants: a) la transparence devant entraîner un bon comportement des entreprises; b) il n'était pas besoin qu'un bon système de présentation de rapports soit source d'une charge non soutenable financièrement; enfin, c) il y avait une progression en Europe du processus d'introduction dans le droit des sociétés d'obligations non financières relatives à la présentation de rapports. La réunion-débat a abordé les points ci-après: a) l'action du Gouvernement américain, à travers la loi Dodd-Frank, en matière d'obligations relatives à la présentation de rapports sur les investissements au Myanmar et la recherche de minéraux venant de zones de conflit de la République démocratique du Congo; b) l'initiative sous la direction de gouvernements du Groupe des amis du paragraphe 47 cherchant à promouvoir la reddition durable des comptes par les entreprises en tant qu'outil permettant de parvenir à un développement durable; enfin, c) les interrelations entre la Global Reporting Initiative et les Principes directeurs. Les orateurs ont mentionné les pratiques des pouvoirs publics français, danois, norvégiens et colombiens. Un bref exposé de présentation a été fait sur une initiative en particulier – l'Initiative en matière de présentation de rapports et d'assurance –, qui concernait la conception de cadres publics de présentation de rapports et d'assurance, l'initiative étant fondée sur les Principes directeurs. Parmi les questions traitées par cette initiative, on peut citer quel type d'informations étaient dépourvues d'intérêt – tant pour l'entreprise elle-même que pour les parties prenantes extérieures, notamment les investisseurs et les communautés affectées – et ne devaient pas faire l'objet de rapport par les entreprises, et ce qu'était une bonne assurance. Dans les observations, l'accent a été placé sur la nécessité pour les pouvoirs publics non seulement d'adopter des mesures de réglementation adéquates, mais aussi de veiller au respect des obligations en matière de présentation de rapports; les orateurs ont dit que la présentation de rapports sur les droits de l'homme était fondamentalement différente de la présentation sur une base continue de rapports à caractère général, vu que, en fin de compte, dans le premier type de rapport, il s'agissait de s'attaquer aux incidences négatives potentielles et réelles des activités des entreprises sur les droits de l'homme.

117. Les débats ont porté notamment sur les sujets suivants: a) comment discuter avec les parties prenantes affectées des faits à inclure dans les rapports; b) la nécessité d'établir une distinction entre la présentation officielle de rapports et une communication d'entreprise aux parties prenantes concernant les risques d'atteintes aux droits de l'homme, les incidences et les réponses, comme cela est souligné dans les Principes directeurs; c) les conséquences de la loi Dodd-Frank sur le terrain; d) les choix qui s'offraient aux pouvoirs publics pour faire respecter les droits de l'homme; e) les limites à observer lorsqu'étaient traitées des questions sensibles dans des rapports publics; f) le débat relatif au rôle de l'industrie de l'assurance dans la fourniture d'une expertise pour la conception de normes; g) une initiative de 33 pays dans les Amériques comprenant des chefs d'État tendant à inclure dans les plans d'action nationaux l'établissement sur une base continue de rapports relatifs à la responsabilité sociale des entreprises; et h) l'établissement de rapports par les organismes publics; enfin, i) l'établissement de rapports relatifs aux incidences sur les peuples autochtones.

118. Les participants ont fait observer que les tendances actuelles représentaient un rassemblement des mouvements d'établissement de rapports sur les droits de l'homme et d'établissement de rapports de façon systématique, et que cette évolution gagnait en

importance. Les conclusions étaient notamment: a) que l'établissement de rapports officiels n'était pas la panacée, mais qu'un meilleur système d'établissement de rapports pourrait conduire à une meilleure communication et à un meilleur dialogue entre parties prenantes; b) que des rapports publics officiels étaient nécessaires pour assurer le respect de l'obligation redditionnelle; enfin, c) que, jusqu'ici, quelque 2 000 entreprises disposaient effectivement d'un système durable d'établissement de rapports comprenant des références aux droits de l'homme, mais que le nombre et la qualité des rapports variaient considérablement.

J. Séance plénière de clôture: Priorités et questions essentielles pour 2014

119. La séance était présidée par le Président du Forum. Les intervenants de la réunion-débat étaient Mary Robinson de la Fondation Mary Robinson – Climate Justice, Aron Cramer de Business for Social Responsibility, Aisha Abdullahi, la Commissaire aux affaires politiques de la Commission de l'Union africaine, William Echikson de la société Google et Debbie Stothard de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et d'Altsean-Burma. La Présidente du Groupe de travail, Alexandra Guáqueta, a prononcé une allocution de clôture.

120. La séance de clôture avait pour objet de recenser les principales questions et priorités relatives aux entreprises et aux droits de l'homme pour 2014, les possibilités à exploiter pour la promotion d'une application à grande échelle et efficace des Principes directeurs, et pour le renforcement du dialogue et de la coopération multipartite.

121. Dans la première partie de la séance de clôture, les orateurs ont mis l'accent sur les priorités et les grandes questions qu'il est proposé d'examiner en 2014, tout en faisant le bilan de la contribution du Forum en cours au débat relatif aux entreprises et aux droits de l'homme. Mary Robinson a lancé un appel pour que 2014 soit une année d'actions stratégiques et concertées aboutissant à des résultats et a mis l'accent sur les liens existant entre le débat relatif aux entreprises et aux droits de l'homme et le débat relatif aux changements climatiques et aux droits de l'homme. Adam Cramer a abordé plusieurs questions qui méritaient de retenir l'attention, y compris celles consistant à amener plus d'entreprises autour de la table et à intégrer davantage les droits de l'homme dans les activités essentielles des entreprises, celle de la recherche d'un changement systémique et de l'établissement d'une interrelation dans les entreprises entre les droits de l'homme et l'innovation. Aisha Abdullahi a dit que les Principes directeurs offraient des possibilités à saisir s'agissant des efforts au niveau régional africain, par leur traduction en politiques et en stratégies pertinentes. Elle a informé les participants de l'intention de la Commission de l'Union africaine de travailler avec le Groupe de travail à la tenue d'un forum régional en 2014. William Echikson a souligné la manière dont la surveillance exercée par les pouvoirs publics représentait une grave menace à l'existence de l'Internet, tout en insistant sur le caractère ouvert de celui-ci et le pouvoir de création d'idées qu'il recèle. Enfin, Debbie Stothard a mis l'accent sur, notamment, la nécessité de protéger les défenseurs des droits de l'homme, celle d'une réparation adéquate des violations commises et la possibilité d'élaborer un nouvel instrument juridiquement contraignant sur les entreprises et les droits de l'homme.

122. Au nombre des recommandations faites par d'autres participants au Groupe de travail figuraient la nécessité d'explorer des domaines aussi divers que la santé sexuelle et reproductive, le droit de la concurrence, les droits de l'homme dans les entreprises et dans les programmes scolaires, et les droits de l'homme et le sport. Les orateurs ont souligné l'importance des Principes directeurs et la nécessité de leur application efficace et globale.

123. Dans son allocution de clôture, la Présidente du Groupe de travail a exprimé ses vues sur les retombées du Forum. Elle a expliqué comment la question de la responsabilité des entreprises avait été au cœur de certains des débats les plus ardues. Elle a aussi exhorté les États et les entreprises à agir sans retard, dans leurs rôles respectifs, pour traiter les multiples cas de menaces contre les défenseurs des droits de l'homme. M^{me} Guáqueta a souligné le rôle central des institutions nationales des droits de l'homme et a décrit des moyens d'action supplémentaires, notamment les suivants: a) plus de mobilisation de la part des États à travers les plans d'action nationaux; b) la mobilisation des organisations régionales afin qu'elles intègrent pleinement les Principes directeurs dans leurs chartes, politiques et dans leurs systèmes judiciaires et de reddition des comptes; c) l'intégration des Principes directeurs dans le programme de développement pour l'après-2015 et dans les activités du système des Nations Unies; d) la création d'un fonds mondial pour le renforcement des capacités; enfin, e) le fait de placer un accent approprié sur la question dans les travaux du Groupe de travail. Elle a remercié l'ensemble des participants et des organisateurs pour un Forum couronné d'un franc succès et utile.
